



ALEXIS HAILLOT

“Assurer la concrétisation de la réforme en cours est une responsabilité collective de tous ceux qui seront appelés aux affaires”, insiste Thierry Castagne.

Le Pacte d'excellence sera-t-il économiquement soutenable ?

■ Les patrons de l'école et des entreprises recommandent une trajectoire budgétaire globale.

Entretien Monique Baus

Il y a quelques jours, la Fondation pour l'Enseignement a envoyé aux deux formateurs bruxellois et wallon et aux présidents de partis un Mémoire détaillant ses six priorités pour la prochaine législature en matière d'enseignement. Ses administrateurs s'attendent donc à être reçus prochainement pour en discuter, en marge de la formation des gouvernements régionaux et de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

La Fondation existe depuis 2013. Coupole d'utilité publique, elle rassemble les patrons de l'école (les 5 fédérations de pouvoirs organisateurs: Fédération Wallonie-Bruxelles, Segec, Cpeons, CECP et Felsi) et ceux des entreprises (Beci et l'UWE). Son nouveau Président, Thierry Castagne, exprime à *La Libre* l'importance de ce qui se joue.

Tout en insistant sur la nécessité de poursuivre la feuille de route rédigée par l'ensemble des acteurs dans le cadre du Pacte d'excellence, vous réclamez que la mesure budgétaire des nouvelles initiatives soit prise d'urgence. Pourquoi ?

Avant tout, nous sommes persuadés que l'enseignement obligatoire a besoin de continuité et de stabilité, au-delà des législatures. C'est bien clair: il faut donc garder ce cap. Mais l'école a aussi besoin de rationalité. Assurer la concrétisation de la ré-

forme en cours est une responsabilité collective de tous ceux qui seront appelés aux affaires. Sera-t-elle économiquement soutenable? Pour le savoir, nous avons besoin d'une vision durable basée sur une trajectoire budgétaire globale.

Craignez-vous qu'elle ne le soit pas ?

Pour qu'il soit supportable, l'impact précis des changements prévus dans le Pacte doit être mesuré, en ce compris les besoins de refinancement de l'enseignement supérieur qui seront encore plus importants après la réforme de la formation initiale des enseignants (avec les coûts nouveaux liés au passage de 3 à 4 voire 5 ans d'études). Les budgets de l'enseignement obligatoire devront, eux, supporter tout ce qui est lié aux conditions d'accès aux différents barèmes, puis au maintien, pour les directeurs, de salaires supérieurs à ceux des membres de leurs équipes. Dans les mois qui viennent, c'est donc sereinement qu'il faudra négocier les accords sectoriels. Les responsables politiques, les acteurs de l'enseignement obligatoire et ceux du supérieur devraient établir des prévisions annuelles des dépenses et économies liées au Pacte afin d'adapter, le cas échéant, la politique budgétaire de la Fédération Wallonie-Bruxelles.

Vous avez dit “économies liées au Pacte” ?

Bien sûr. Le Pacte prévoit notamment d'ajuster les normes d'encadrement, de faire diminuer l'échec scolaire ou encore de rationaliser certaines options.

Trois interventions qui feront baisser la facture.

Ce qui est intéressant dans vos six priorités, c'est que vous vous impliquez, vous vous posez en partenaire. Vous recommandez de renforcer la nouvelle gouvernance et vous suscitez des échanges entre directions et entreprises. D'autres exemples ?

Avec la question des compétences, oui. Il faut concrétiser et harmoniser les nouvelles compétences. J'entends par là, essentiellement, les savoirs polytechniques, numériques et l'apprendre à appren-

dre et à s'entreprendre. Là aussi, nous encourageons les partenariats entre écoles, entreprises et secteur associatif. Il existe déjà tout un tas de choses aujourd'hui, à rendre peut-être un peu plus lisibles... Une des craintes exprimées régulièrement était de perdre tout un pan de la formation technique avec l'allongement du tronc commun. Mais ces savoirs polytechniques se retrouveront dans la formation générale pour tous. Alors, il faut mettre le paquet là-dessus !

“Normes d'encadrement ajustées, échec en baisse, options rationalisées: de quoi faire diminuer la facture.”

Thierry Castagne

Comme sur la culture générale des métiers et sur des enseignements qualifiant et en alternance de qualité. N'est-ce pas un peu l'entreprise qui travaille à fabriquer ses futurs “bras” ?

Nous ne sommes pas du tout dans une approche “utilisatrice”. On est convaincu que l'insertion professionnelle est très importante mais qu'il y a bien d'autres choses à développer comme une bonne culture générale et une éducation à la citoyenneté par exemple. L'un n'exclut pas l'autre.